

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du général de Gaulle  
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 28/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PEUGEOT CITROEN MULHOUSE (Mécanique)**

route de Chalampé

BP 1403

68071 Mulhouse

Références : 0006705657\_2023\_05\_12\_PeugeotCitroen\_Mécanique-VIIC-rejets-air  
Code AIOT : 0006705657

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2023 dans l'établissement PEUGEOT CITROEN MULHOUSE (Mécanique) implanté route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'impact de la qualité de l'air a été évalué par santé publique france entre 2016 et 2019 : environ 40 000 décès (environ 9 % de la mortalité en France) sont attribuables chaque année à une exposition des personnes âgées de 30 ans et plus aux particules fines (PM<sub>2,5</sub>). Selon Atmo Grand est (bilan 2021), le Haut Rhin est le seul département qui connaît des dépassements des valeurs cibles pour la protection de la santé pour l'ozone (dont les Composés Organiques Volatils sont des précurseurs), Mulhouse est particulièrement impactés par ce polluant. Concernant les particules le territoire Alsacien est l'un des territoires les plus impactés par les émissions de particules des jours de dépassements ont été enregistrés pour 2021.

Le site PSA PEUGEOT CITROËN SNC de SAUSHEIM est émetteur important de ces deux polluants (COV et poussières) :

- 11<sup>ième</sup> émetteur du département pour les poussières,
- 2<sup>ième</sup> émetteur du département pour les COV,

Les émissions en COV et poussières des installations de la société ont donc un impact notable sur la qualité de l'air du département.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PEUGEOT CITROEN MULHOUSE (Mécanique)
- route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim
- Code AIOT : 0006705657
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Au sein de l'usine de production automobile, le pôle Mécanique est regroupé autour de 3 ateliers, les ateliers Mécanique B, C et D. Le pôle Mécanique fabrique les pièces de freinage et de liaisons au sol. Créée en 1962, elle a constitué la première activité du site de Mulhouse. Avec 800 références, l'usine de Mécanique regroupent trois types d'activités : l'usinage (disques, tambours, moyeux, pivots et bras de suspension), le montage (ensembles de roues avant et trains arrière) et le ferrage (berceaux, moteur, traverses arrières, support de pédalier et flasques).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** surveillance des émissions atmosphériques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Conditions de rejets	AP Complémentaire du 16/05/2013, article 6.1 alinéa 1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Conditions de rejets	AP Complémentaire du 16/05/2013, article 6.2 alinéa 4	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Conditions de rejets	AP Complémentaire du 16/05/2013, article 6.2 alinéas 8 et 9	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Valeurs limites d'émissions (VLE)	AP Complémentaire du 16/05/2013, article 6.4 alinéa 1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Valeurs limites d'émissions (VLE)	AP Complémentaire du 16/05/2013, article 6.4 alinéa 2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Valeurs limites d'émissions (VLE)	AP Complémentaire du 16/05/2013, article 6.4 alinéa 4	Lettre de suite préfectorale (susceptible de suites)	3 mois
9	Fréquence d'autosurveillance	AP Complémentaire du 16/05/2013, article 6.5 alinéa 5	Lettre de suite préfectorale	6 mois
11	Conditions de rejets	AP Complémentaire du 16/05/2013, article 6.2 alinéa 5	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions de rejets	AP Complémentaire du 16/05/2013, article 6.2 alinéa 5	Observation n°1
8	Valeurs limites d'émissions (VLE)	AP Complémentaire du 16/05/2013, article 6.4 alinéa 5	Sans objet
10	Mesure comparative	AP Complémentaire du 16/05/2013, article 3.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence plusieurs non-conformités reprises en synthèse ci-après :

- **Point de Contrôle n°2** : Présence de chapeaux chinois sur une grande partie des émissaires de l'atelier Mécanique.
- **Point de Contrôle n°3** : Absence de l'étude de conformité des émissaires (hauteur et vitesse d'éjection) en application des textes ministériels en vigueur et applicable aux émissaires.
- **Point de Contrôle n°4** : Absence de consignes d'exploitation sur l'oxydateur thermique explicitant les contrôles à effectuer en marche normale et à la suite d'un arrêt pour entretien ou travaux ainsi que la définition de seuils de pré-alerte et d'alerte ne permettant un bon fonctionnement de l'installation pour le traitement des COV.
- **Point de Contrôle n°5** : Non-prise en compte de tous les émissaires "ambiant" de la Mécanique D dans le calcul du flux de poussières annuelle.
- **Point de Contrôle n°6** : Non-respect du flux annuel de solvants pour les Installations GEOMET I et II et du taux de 20 % du flux annuel d'émissions diffuses par rapport à la quantité totale de solvants utilisé sur les installations de l'atelier Mécanique.
- **Point de Contrôle n°11** : Présence de 3 émissaires non répertoriés dans la liste des émissaires de l'Arrêté Préfectoral Complémentaire du 16/05/2013.

Enfin, la visite d'inspection a mis en évidence 2 points de contrôle qui font l'objet d'une lettre préfectorale :

- **Point de Contrôle n°7** : Détermination de la présence de substances dangereuses au titre de l'article 6.4 de l'Arrêté Préfectoral Complémentaire du 16/05/2013.
- **Point de Contrôle n°9** : Réalisation d'un programme d'autosurveillance comme défini à l'article 6.5 de l'Arrêté Préfectoral Complémentaire du 16/05/2013.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conditions de rejets

<b>Référence réglementaire</b> : AP Complémentaire du 16/05/2013, article 6.2 alinéa 5
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<b>Prescription contrôlée</b> : Les émissions atmosphériques émises par l'étuve de la cataphorèse sont captées et traitées par incinération, avant rejet à l'atmosphère.
<b>Constats</b> : En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis un plan technique aéraulique de l'installation ainsi qu'un document listant les émissaires mesurés de l'atelier Mécanique D.  Après examen de ces éléments et des explications complémentaires précisées par l'exploitant sur site, l'inspection conclut que les émissions de l'étuve cataphorèse sont captées et traitées par l'oxydateur thermique présent en Mécanique D.
<b>Observation n°1</b> : Il apparait pertinent que l'exploitant fasse apparaitre sur son plan technique aéraulique de l'installation les différents émissaires mis en concordance avec les points de mesure référencés par son prestataire.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suites

## N° 2 : Conditions de rejets

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/05/2013, article 6.1 alinéa 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur. [...]  La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée, mais pas d'obstacle à la diffusion des gaz (chapeau chinois). [...]</p> <p><b>Constats :</b> Lors de la visite sur site, il a pu être constaté la présence de chapeau chinois sur une grande partie des émissaires de l'atelier Mécanique.</p>
<p><b>Observation n°2 :</b></p> <p>Cette interdiction de chapeau chinois provient de l'Etude de l'Impact Sanitaire des Rejets Atmosphériques du Centre de Production PEUGEOT CITROEN de Mulhouse réalisée en Octobre 2005.</p> <p>La prescription impose que <i>"les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur"</i> et que <i>"la partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent [...] lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée"</i>.</p> <p>Par conséquent, la mise en place de chapeau chinois sur la partie terminale ne permet pas d'avoir une vitesse d'éjection plus élevée que la vitesse dans la cheminée.</p> <p>Dans le cas où l'exploitant souhaiterait faire application des dispositions des articles R181-45 et 46 du code de l'environnement dans le cadre de la mise en conformité de ses émissaires, il lui appartiendra de transmettre ses éléments au préfet avec tous les éléments d'appréciation permettant de démontrer que les pratiques qu'il souhaite voir appliquer ne sont ni en écart avec les prescriptions ministérielles opposables de fait avec les installations, ni en mesure de dégrader la qualité de l'air environnante, ou la santé des tiers à proximité des installations.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 3 : Conditions de rejets

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/05/2013, article 6.2 alinéa 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les effluents gazeux sont rejetés par des cheminées dont les caractéristiques sont calculées conformément aux textes réglementaires. Dans un délai de 6 mois à compter de la réception du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une étude de conformité de ces émissaires (hauteur et vitesse d'éjection) en application des textes ministériels en vigueur et applicables aux émissaires. Cette étude ne s'applique pas aux émissaires dits « tourelles d'extraction » (ambiance et procédés), présents sur les bâtiments SA29 et SA91 compte tenu de leurs prises en compte dans l'étude sanitaire globale site réalisée par l'exploitant en 2005.</p> <p><b>Constats :</b> Aucune étude n'a été transmise à l'inspection dans le délai imposé et aucune étude n'a pu être remise le jour du contrôle sur site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 4 : Conditions de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/05/2013, article 6.2 alinéas 8 et 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :  [...]  • à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.</p> <p>Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p><b>Constats :</b> Les constats n'ont porté que sur l'installation de traitement des émissions de la ligne cataphorèse de l'atelier "Mécanique D" (oxydateur thermique). L'examen de l'inspection n'a pas été réalisé sur la conception de l'unité de traitement, mais uniquement sur son exploitation et son entretien par l'exploitant en vu de minimiser les périodes de dysfonctionnement pouvant mener à des émissions non maîtrisées. Les actions prévues par l'exploitant en cas de dérive de fonctionnement ont également été contrôlées par l'inspection.</p> <p>Les documents recueillis par l'inspection concernant l'installation de traitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• analyse fonctionnelle et schéma d'instrumentation,</li> <li>• cahier des charges technique de maintenance préventive (bruleur, et nettoyage échangeurs) annuelle,</li> <li>• procès verbaux (2021/2022) des interventions associés à ces cahiers des charges,</li> <li>• tickets d'intervention de la maintenance interne,</li> </ul> <p>et les constats réalisés sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• suivi automatisé de l'installation,</li> <li>• accessoires et équipements présent sur l'installation,</li> </ul> <p>permettent de mettre en avant que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'unité de traitement dispose d'automate procédé et sécurité permettant de la piloter en considérant un ensemble de paramètres procédé tel que température de la chambre de combustion, pression de combustible, débit d'air,</li> <li>• l'exploitant a notamment mis en place deux pré-alertes (haut et bas) et deux alertes (très haut et très bas) sur la température de la chambre de combustion. La pré-alerte déclenche, selon l'exploitant, une alerte visuelle dans l'atelier, visible par le conducteur de ligne (constat de présence du dispositif d'alerte visuel effectué). Ce dernier devant à ce stade s'attacher à trouver l'origine de la dérive et lancer d'éventuelles action de relance de l'installation au besoin. L'engagement de nouvelles pièces est alors stoppé par le conducteur de ligne, mais pas l'arrêt du convoyeur (les pièces engagées terminent leur processus de fabrication). Le seuil d'alerte déclenche l'arrêt de l'engagement de nouvelles pièces et du convoyeur de la cataphorèse.</li> <li>• Aucune procédure n'existe quant à la réalisation des actions à réaliser par le conducteur de ligne en cas de pré-alerte et d'alerte.</li> <li>• le seuil de pré-alerte en niveau bas de la température est fixé par l'exploitant à 650°C, le seuil d'alerte en niveau bas de la température est fixé par l'exploitant à 550°C. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que ces seuils provenait d'une recommandation technique du concepteur de l'installation en vu de garantir un fonctionnement optimale vis-à-vis de sa fonction de dépollution,</li> <li>• l'exploitant a mis en place une maintenance préventive annuelle externalisée sur le fonctionnement du bruleur et des échangeur thermique de l'installation, sur la base d'un</li> </ul>

- cahier des charges technique,
- les procès verbaux transmis, en lien avec cette prestation ne mettent pas en avant d'écart de fonctionnement,
- l'exploitant suit en interne certains paramètres de fonctionnement de son installation (température des fumées, concentration en CO/CO<sub>2</sub>/O<sub>2</sub>, excès d'air, ...), au travers de mesures réalisées trimestriellement par le service maintenance du site,
- aucune procédure n'existe quant à la maintenance préventive (interne ou externe) mise en place par l'exploitant et action associées en cas d'écart constatés lors des mesures.

Au vu des éléments qui précède l'inspection considère que l'exploitant ne respecte pas en tout point la prescription contrôlée considérant notamment :

- l'absence de consignes d'exploitation de l'installation comportant explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté,
- qu'en cas de dérive de température sur l'oxydateur thermique l'exploitant a défini des seuils de pré-alerte et d'alerte qui ne sont pas cohérent avec les seuils usuellement rencontrés pour le bon fonctionnement de ce type d'installation pour le traitement des COV. Il est considéré comme MTD un oxydateur thermique fonctionnant entre 680-750 °C (BREF Traitement de surface utilisant des solvants, y compris préservation du bois et des produits à base de bois au moyen de produits chimiques de décembre 2020- paragraphe 17.10.5.2). Ainsi il est considéré que le seuil d'alerte ne peut pas être inférieur (sauf justification spécifique constructeur) à 680°C car en deça de ce seuil les performances d'oxydations et les rendements d'épuration sont dégradées.

Ainsi, il est considéré qu'en l'état, que l'exploitant ne met pas en oeuvre toutes les mesures pour réduire au minimum les durées de dysfonctionnement de son système de traitement, et stopper les installations potentiellement émettrices de COV en cas de dérive sur le système de traitement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 5 : Valeurs limites d'émissions (VLE)

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/05/2013, article 6.4 alinéa 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution.

Secteur / bâtiment	Nature de l'installation / Identification de l'émissaire	Paramètre	Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux horaire	Flux annuel (kg/an ou t/an)*
[...]					
Mécanique D / SA91	Extracteurs	Poussières	40		1,3 t/an
	Grenaillage	Poussières	10		

[...]

**Constats :**

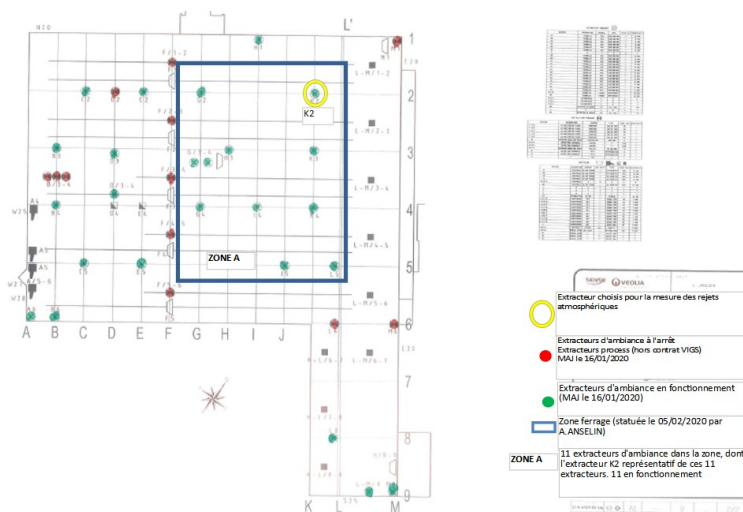
Concernant la partie Valeur limite de concentration, l'exploitant a transmis le dernier rapport de mesures réalisé (Juin 2022) par son prestataire:

- Concernant les émissions issues de procédés de fabrication. Sur les 3 émissaires

Grenailage, seul l'émissaire "ROSLER" a été mesuré car seul cette grenailleuse était en fonctionnement en 2022. La valeur mesurée est de 0,29 mg/Nm<sup>3</sup> pour une valeur limite d'émission fixée à 10 mg/Nm<sup>3</sup>.

- Pour les extracteurs d'ambiance, seul l'émissaire K2 a été mesuré sur les 25 émissaires identifiés par l'exploitant (cf plan ci-dessous). La valeur mesurée est de 0,0 mg/Nm<sup>3</sup> pour une valeur limite d'émission fixée à 40 mg/Nm<sup>3</sup>. Compte tenu du fait qu'un seul extracteur d'ambiance est mesuré par l'exploitant, l'inspection ne peut conclure sur le respect de la valeur limite pour les autres extracteurs d'ambiance de l'atelier Mécanique D.
- Concernant le respect de la valeur de flux de poussières annuel, l'exploitant a transmis en amont de la visite d'inspection un document détaillant sa méthodologie de calculs pour les secteurs de l'atelier Mécanique. Pour déterminer le flux de poussières annuel des extracteurs d'ambiance de l'atelier Mécanique D, l'exploitant définit une zone où les émissions sont les plus significatives et représentatives de l'activité.

Exemple du secteur D de l'atelier Mécanique:



Sur cette zone, l'exploitant définit un extracteur représentatif (ici l'émissaire K2) et l'exploitant réalise des mesures de poussières. Le flux annuel est déterminé en prenant les mêmes résultats de mesures pour l'ensemble des extracteurs de la zone définie (ici en bleu soit 11 extracteurs).

Ainsi, pour déterminer le flux, l'exploitant multiplie les 11 extracteurs par le résultat de la mesure et le nombre d'heures de fonctionnement de l'émissaire K2. La valeur calculée est de 30 kg pour l'année 2022.

Cependant, de par la méthode de l'exploitant, l'inspection ne peut conclure sur le respect de la valeur de flux pour les extracteurs d'ambiance de l'atelier Mécanique D.

En effet, d'une part, l'exploitant ne justifie pas le caractère significatif et représentatif de l'émissaire K2 (en d'autre terme, le plus émissif en poussières) et d'autre part, l'exploitant n'applique pas cette mesure à l'ensemble des extracteurs de l'atelier Mécanique D (seulement 11 extracteurs pour les 25 réellement identifiés sur le plan).

Ce constat précis a déjà fait l'objet d'une non-conformité lors des visites d'inspection du 09/10/2018 et du 28/06/2019.

### Observation n°3 :

Dans le cas où l'exploitant souhaiterait faire application des dispositions des articles R181-45 et 46 du code de l'environnement dans le cadre de la mise en conformité de ses émissaires, il lui appartiendra de transmettre ses éléments au préfet avec tous les éléments d'appréciation permettant de démontrer que les pratiques qu'il souhaite voir appliquer ne sont ni en écart avec les prescriptions ministérielles opposables de fait avec les installations, ni en mesure de dégrader la qualité de l'air environnante, ou la santé des tiers à proximité des installations.

Cette observation avait déjà été indiquée lors de la visite d'inspection du 28/06/2019 : "L'exploitant



s'engage à définir et à justifier une méthode d'estimation des émissions de poussières liées au système de ventilation des bâtiments et à intégrer cette valeur dans les émissions déclarées dans la base de données GEREP."
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 6 : Valeurs limites d'émissions (VLE)**

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2013, article 6.4 alinéa 2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les émissions de composés organiques volatils des activités définies à l'article 30-22 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (application de revêtement sur support métal, plastique, hors peinture de caisses automobiles) respectent les dispositions suivantes :

Bâtiment	Nature de l'installation / Identification de l'émissaire	Paramètre	Concentration (mg/Nm3 en équivalent carbone)	Émissions diffuses	Flux global annuel (tonnes de solvants par an) (émissions canalisées + diffuses)
Mécanique B :	Peintures moyeux-Tambours (2 émissaires)	COV	110 mg/Nm³	le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20% de la quantité de solvants utilisée.	2*
	Installations Géomet I et II	COV	110 mg/Nm³		0,6*
Mécanique D :	Cataphorèse (étuve zone de maintien)	COV	50 mg/Nm³		0,15*

\*établie sur la base de l'étude sanitaire de 2005, ramené au volume normal fabriqué de véhicule du site.

Constats : L'exploitant a présenté les rapports de mesures des polluants dans l'air réalisé par le prestataire Mesures AIR. Valeurs inscrites dans les rapports du Semestre 1 de 2022 (rapport N°2276474-A du 08/09/2022 – période d'intervention du 20/06 au 28/06/2022) et du Semestre 2 de 2022 (rapport N°2276474-A3 du 14/12/2022 - période d'intervention du 21/09 au 08/12/2022):

Mécanique B (valeur limite d'émission fixée à 110 mg/Nm³ pour les émissions)

Peinture Séchage Moyeux-Tambours : S1: 1,37 mg/Nm³ ; S2: mg/Nm³

Peinture Application Moyeux-Tambours : S1: 1,11 mg/Nm³ ; S2: 1,73 mg/Nm³

Géomet 1: S1: 1,33 mg/Nm³ ; S2: 4,029 mg/Nm³

Géomet 2 refroidisseur: S1: 1,10 mg/Nm³ ; S2: 1,05 mg/Nm³

Géomet 2 application: S1: 1,93 mg/Nm³ ; S2: 0,98 mg/Nm³

Mécanique D (valeur limite d'émission fixée à 50 mg/Nm³ pour les émissions)

Incinérateur: S1: 0 mg/Nm³ ; S2: 0 mg/Nm³

Etuve Cataphorèse Montée: S1: 12,30 mg/Nm³ ; S2: 10,76 mg/Nm³

Etuve Cataphorèse Maintien: S1: 0,50 mg/Nm³ ; S2: 8,95 mg/Nm³

Afin de pouvoir vérifier le respect des valeurs limites (en flux annuel) prévues pour les émissions diffuses, totales du site, l'inspection a procédé à l'examen de Plan de Gestion des Solvants 2023 sur les émissions de 2022 (ci-dessous uniquement les colonnes concernant les installations de Mécanique B et D) :

		Mécanique Géomet 1 et 2	Mécanique moyeux tambours	Mécanique D peinture Cataphorèse
I1	solvants achetés et utilisés	2 352,0	547,7	6 843,6
O1	rejets canalisés à l'atmosphère			
O4	rejets diffus dans l'air			
O5	solvants détruits systèmes de traitement			6 842,9
O6	solvants contenus dans les déchets			
O7	solvants expédiés dans le véhicule			
O8	solvants régénérés			
<b>Emissions totales Solvants = I1 - O5 - O6 - O7 - O8</b>		2 352,0	547,7	0,7
		5 986	2 120	5 328
		3 688 334	612 798	1 948 883
		pièces	pièces	pièces

Après étude du PGS il apparaît :

- que seul la partie Entrée de Solvants (I1) et la partie Emissions Totales sont inscrites pour les colonnes "Mécanique Géomet 1 et 2" et "Mécanique moyeux tambours",
  - qu'aucune donnée n'apparaît sur les parties canalisées (O1) pour les 3 colonnes,
  - que seul le paramètre O5 (calcul à partir du rendement de l'oxydateur) et le paramètre Emissions Totales sont remplis pour la colonne "Mécanique D peinture cataphorèse".
- Par conséquent, il ressort que les Emissions totales du site sont égales aux Emissions diffus.

Ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis du respect du taux de 20% maximum d'émissions diffuses.

De plus, il est constaté que le flux annuel de solvants (correspondant au paramètre Emissions Totales) pour la colonne "Mécanique Géomet 1 et 2" de l'atelier Mécanique B est non conforme à la prescription.

Valeur: 2,352 t/an alors que la valeur limite est de 0,6 t/an.

Ce constat constitue également une non-conformité vis-à-vis du respect de la valeur limite de flux annuel de solvants.

#### Observation n°4:

Selon le "Guide d'élaboration d'un Plan de Gestion des Solvants" élaboré par l'INERIS en 2009, voici les différents paramètres à prendre en compte:

I1: Solvants achetés et utilisés (entrants)

O1: rejets canalisés à l'atmosphère

O4: rejets diffus dans l'air

O5: solvants détruits par un système de traitement (pour la Mécanique D avec l'oxydateur)

O6: solvants contenus dans les déchets

O7: solvants expédiés dans le véhicule

O8: solvants régénérés

Avec ces paramètres, on peut définir les formules suivantes:

Emissions totales Solvants = Solvants Emis + Solvants Canalisés = O1 + O4 = I1 - O5 - O6 - O7 - O8

Et ainsi définir la quantité des Emissions diffuses: O4 = I1 - O1 - O5 - O6 - O7 - O8

Par conséquent, si l'exploitant utilise le guide, il devra définir ces paramètres pour calculer la part des émissions diffuses.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois pour les émissions diffuses, et au 31 décembre 2023 pour les flux totaux

## N° 7 : Valeurs limites d'émissions (VLE)

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/05/2013, article 6.4 alinéa 4							
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques							
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet							
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour tous les rejets des installations Moyeux-Tambours, Géomet I et II, et cataphorèse (zone de montée et maintien et sortie de l'oxydateur thermique) :							
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètres</th><th>Concentration (mg/Nm<sup>3</sup>)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 (substances à phrase de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances étiquetées R40 ou R68)</td><td>2 mg/Nm<sup>3</sup></td></tr> <tr> <td>Substances de l'annexe III de l'arrêté du 2/2/98 (dès lors qu'elles ne présentent pas les phrases de risques ou mentions de dangers ci-dessus)</td><td>20 mg/Nm<sup>3</sup></td></tr> </tbody> </table>	Paramètres	Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 (substances à phrase de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances étiquetées R40 ou R68)	2 mg/Nm <sup>3</sup>	Substances de l'annexe III de l'arrêté du 2/2/98 (dès lors qu'elles ne présentent pas les phrases de risques ou mentions de dangers ci-dessus)	20 mg/Nm <sup>3</sup>	
Paramètres	Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )						
Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 (substances à phrase de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances étiquetées R40 ou R68)	2 mg/Nm <sup>3</sup>						
Substances de l'annexe III de l'arrêté du 2/2/98 (dès lors qu'elles ne présentent pas les phrases de risques ou mentions de dangers ci-dessus)	20 mg/Nm <sup>3</sup>						
<p><b>Constats :</b> L'inspection s'est attachée pour ce contrôle à vérifier la composition des produits susceptibles d'être engagés dans les procédés générant des émissions atmosphériques listés dans la prescription, au travers des Fiches de Données Sécurité (FDS) des substances et produits fournis par l'exploitant en amont de l'inspection. Sur site, il a été vérifié par échantillonnage, l'éventuelle présence et utilisation d'autres produits que ceux dont les informations avait été transmises par l'exploitant. Lors de cet examen aucun élément possédant les caractéristiques visées par la prescription n'a été relevé. Il est noter que les FDS ne permettent pas d'obtenir l'exhaustivité des substances susceptibles d'être présentes dans une préparation, en effet en application des critères de classification du règlement CLP ne figure pas sur ces fiches les substances présentent à des taux inférieurs à certain pourcentage prédéfini (de l'ordre de 1%).</p> <p>Ainsi l'inspection a pu relever que dans les rapports d'autosurveillance (2021/2022), l'exploitant détecte pour plusieurs émissaires du formaldéhyde. Cette substance est désormais classée à minima sous la mention H350 la soumettant à la valeur limite de 2mg/Nm3. Dans les mesures effectuées par l'exploitant, et bien que les rapports de son prestataire ne soit pas très explicite sur ce point (il faut se référer aux bordereaux d'analyse pour obtenir cette information), le formaldéhyde n'est réellement quantifié que pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'émissaire "INCINERATEUR CATAPHORESE ET ETUVE DE CUISSON" pour une valeur finale de 0.44 mg/Nm3, en 2021,</li> <li>• l'émissaire "GEOMET I - APPLICATION + SECHAGE" pour une valeur finale de 0.31 mg/Nm3, en 2021,</li> <li>• l'émissaire "GEOMET II - REFROIDISSEUR" pour une valeur finale de 0.47 mg/Nm3 , en 2021,</li> <li>• l'émissaire "ETUVE CATAPHORESE MAINTIEN" pour une valeur finale de 0.12 mg/Nm3.</li> </ul> <p>Compte tenu de ces éléments l'inspection n'est pas en mesure de conclure sur la conformité des émissions et de leur surveillance par l'exploitant. En effet il apparaît que l'analyse des FDS n'est pas suffisante pour pouvoir statuer sur la présence ou l'absence des substances possédant des mentions de dangers spécifiques.</p>							
<p><b>Observation n°5 :</b> Compte tenu des mesures effectives du formaldéhyde dans certains des émissaires du pôle Mécanique et bien que l'inspection n'est pas identifiée cette substance dans les FDS présentées par l'exploitant il apparaît pertinent que ce dernier maintienne la surveillance de ce paramètre pour l'ensemble des émissaires.</p> <p>Il appartient à l'exploitant de pouvoir justifier de son programme d'autosurveillance sur la base d'élément technique démontrant de manière exhaustive la présence ou l'absence de telle ou telle substance dans ses émissions, ainsi afin de justifier du programme de surveillance établi par ses soins en lien avec la prescription contrôlée, il est demander à l'exploitant de reprendre</p>							

l'identification des substances et paramètre possédant les critères mentionnés par la prescription contrôlées, et d'en transmettre les résultats à l'inspection afin qu'elle puisse conclure sur la conformité des émissions de l'unité mécanique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Valeurs limites d'émissions (VLE)**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/05/2013, article 6.4 alinéa 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Dans le cas particulier de l'utilisation d'une technique d'oxydation pour l'élimination COV (notamment pour la cataphorèse) la valeur limite d'émission en COVNM exprimée en carbone total à la sortie des unités de traitement est de 20 mg/Nm3 si le rendement est inférieur à 98%, et de 50 mg/Nm3 au delà.  La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation.  En outre, l'exploitant s'assurera du respect des valeurs limites d'émissions définies ci-dessous pour les oxydes d'azote (NOx), le monoxyde de carbone (CO) et le méthane (CH4) à la sortie de l'unité de traitement:  NOx (en équivalent NO2) : 100 mg/m3 ;  CH4 : 50 mg/m3 ;  CO : 100 mg/m3.</p>
<p><b>Constats :</b> En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis les rapports de mesures du prestataire Mesures AIR pour les années 2021 et 2022 (absence du 2ème semestre 2021).  Semestre 1, 2021 (rapport N°2166716 pour la période du 22 au 30 Mars 2021) :  - COVNM = 0,3 mg/Nm3 (éq Ctot) ; Valeur lim. = 20 mg/Nm3 (car rendement épuration : 99,77 %)  - NOx = absence de valeur  - CH4 = 0,1 mg/Nm3  - CO = 4,1 mg/Nm3</p> <p>Semestre 1, 2022 (rapport N°2276474-A pour la période du 20 au 28 Juin 2022) :  - COVNM = 0 mg/Nm3 (éq Ctot) ; Valeur lim. = 20 mg/Nm3 (car rendement épuration: 99,9 %)  - NOx = absence de valeur  - CH4 = 0 mg/Nm3  - CO = 14,94 mg/Nm3</p> <p>Semestre 2, 2022 (rapport N°2276474-A3 pour la période du 21 Septembre au 08 Décembre 2022) :  - COVNM = 0 mg/Nm3 (éq Ctot) ; Valeur lim. = 20 mg/Nm3 (car rendement épuration: 99,9 %)  - NOx = 78,22 mg/Nm3  - CH4 = 0 mg/Nm3  - CO = 10,39 mg/Nm3</p> <p>L'examen des rapports de mesures transmis par l'exploitant pour 2021 et 2022 ne montre pas de dépassement des VLE de l'AP pour les paramètres COVNM, CO et CH4.</p> <p>Concernant le paramètre NOx, celui-ci ne figure pas sur les rapports Sem.1 2021 et Sem.1 2022. L'analyse de conformité ne peut être effectuée. Les éléments relatifs à la fréquence d'autosurveillance des rejets atmosphériques sont traités dans le point suivant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite

## N° 9 : Fréquence d'autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/05/2013, article 6.5 alinéa 2			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques			
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet			
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents gazeux rejetés sont contrôlés avant toute dilution selon la fréquence suivante :			
<b>Bâtiment</b>	<b>Nature de l'installation / Identification de l'émissaire</b>	<b>Paramètre</b>	<b>Fréquence</b>
<b>Mécanique B :</b>	Peintures moyeux-Tambours (2 émissaires)	COVNM + COV à phrase de risque + COV de l'annexe III de l'arrêté du 2/2/98	Semestrielle
	Installations Géomet I et II	COVNM + COV à phrase de risque + COV de l'annexe III de l'arrêté du 2/2/98	Semestrielle
<b>Mécanique D :</b>	Cataphorèse (montée et maintient)	COVNM + COV à phrase de risque + COV de l'annexe III de l'arrêté du 2/2/98	Semestrielle
	Oxydateur de l'étuve de cuisson	COVNM + COV à phrase de risque + COV de l'annexe III de l'arrêté du 2/2/98	Semestrielle
<b>Constats :</b> L'analyse des éléments fournis par l'exploitant sur les années 2021 et 2022, montre que ce dernier a fait réaliser des mesures pour le 1er semestre 2021 et les 2 semestres de l'année 2022.  L'absence de mesure réalisée par l'exploitant pour le semestre 2 de l'année 2021 constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.  Il est à noter que la fréquence d'autosurveillance pour les paramètres autres que COVNM pour l'oxydateur de l'étuve de cuisson n'est pas fixée par l'arrêté préfectoral et ne peut être contrôlée.  <b>Observation n°6 :</b> Considérant qu'à date de rédaction du présent rapport, de nouvelles mesures ont été réalisées en 2022 (une par semestre), l'Inspection considère qu'il n'y a pas lieu de soumettre l'exploitant aux dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement (mise en demeure). Cependant compte tenu des fréquentes absences de réalisation d'autosurveillance, l'exploitant sera en l'état rappelé à ses obligations de mesures par la voie d'une lettre préfectorale.			
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites			
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale			
<b>Proposition de délais :</b> Sans Objet			

## N° 10 : Mesure comparative

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/05/2013, article 3.2			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques			
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet			
<b>Prescription contrôlée :</b> Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de prélèvement et des matériels d'analyses ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance Cet organisme doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'environnement pour les paramètres considérés.[...]			
Lorsque la surveillance définie par la suite est réalisée par un organisme extérieur dans les conditions susmentionnées, les mesures comparatives ne sont pas nécessaires.[...]			
<b>Constats :</b> L'examen de l'arrêté ministériel du 16/06/22 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère, montre que les organismes (organisme principal et son sous			

traitant) utilisés par l'exploitant pour la réalisation de autosurveillance sont agréées pour les prélèvements et analyse des différents paramètres visés par l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral du 16/05/2013 qui encadre les rejets atmosphériques des ateliers Mécanique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Conditions de rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/05/2013, articles 6.1 alinéa 1 et 6.2 alinéa 5														
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques														
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet														
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  alinéa 1 de l'article 6.1 :  [...] Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit[...]</p> <p>alinéa 5 de l'article 6.2 :  Les différents émissaires de Mécanique ont été répertoriés :</p> <p>[...]</p> <table border="1"> <tr> <td>Mécanique D / SA91</td><td>Tunnel de traitement de surface (TTS)</td><td>2 Extracteurs bains alcalins</td></tr> <tr> <td>Mécanique D / SA91</td><td>Tunnel de traitement de surface (TTS)</td><td>Extracteur bains acides</td></tr> <tr> <td>Mécanique D / SA91</td><td>Cataphorèse</td><td>2 émissaires étuves zones de montée et maintient 1 émissaire de l'incinérateur</td></tr> <tr> <td>Mécanique D / SA91</td><td>Chaudières gaz</td><td>2 émissaires (chaudière 1 et chaudière 2)</td></tr> </table> <p>[...]</p>			Mécanique D / SA91	Tunnel de traitement de surface (TTS)	2 Extracteurs bains alcalins	Mécanique D / SA91	Tunnel de traitement de surface (TTS)	Extracteur bains acides	Mécanique D / SA91	Cataphorèse	2 émissaires étuves zones de montée et maintient 1 émissaire de l'incinérateur	Mécanique D / SA91	Chaudières gaz	2 émissaires (chaudière 1 et chaudière 2)
Mécanique D / SA91	Tunnel de traitement de surface (TTS)	2 Extracteurs bains alcalins												
Mécanique D / SA91	Tunnel de traitement de surface (TTS)	Extracteur bains acides												
Mécanique D / SA91	Cataphorèse	2 émissaires étuves zones de montée et maintient 1 émissaire de l'incinérateur												
Mécanique D / SA91	Chaudières gaz	2 émissaires (chaudière 1 et chaudière 2)												
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, lors de l'inspection des installations de l'atelier Mécanique D, il a été constaté la présence de 3 émissaires supplémentaires par rapport au tableau présent dans l'article 6.2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un émissaire au niveau de la sortie Cataphorèse</li> <li>- un émissaire sur le refroidisseur</li> <li>- un émissaire en amont de l'échangeur air/air au niveau de la conduite d'extraction des gaz incinérés.</li> </ul> <p>L'article 6.1 prévoyant que tout rejet non prévu est interdit, l'existence de ces émissaires constitue une non-conformité vis-à-vis des prescriptions contrôlées.</p>														
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites														
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription														
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois														